



PRÉFET DE L'EURE

Arrêté n°D1-B1-15-010 de prescriptions complémentaires relatif à l'accès de la carrière, exploitée par la société GSM sur la commune de Saint-Pierre-d'Autils

Le préfet de l'Eure
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU

le Code de l'environnement et notamment son titre 1er du livre V et l'article R 512-31,
le livre V du Code de l'environnement,
la nomenclature des installations classées,
le décret du 31 juillet 2014 du Président de la République nommant monsieur René BIDAL, préfet de l'Eure ;
le décret du 24 août 2011 du Président de la République nommant monsieur Alain FAUDON, secrétaire général de la préfecture de l'Eure,
l'arrêté préfectoral n°D3/B4-06-177 du 29 juin 2006 autorisant la société GSM à exploiter une carrière sur la commune de Saint-Pierre-d'Autils,
l'arrêté préfectoral n°SCAED-14-44 du 1er septembre 2014 donnant délégation de signature à monsieur Alain FAUDON, secrétaire général de la préfecture de l'Eure,
la demande de l'exploitant en date du 7 octobre 2014 relatif à l'accès au site de la carrière,
le courrier de la SNCF en date du 19 août 2014 relatif à l'accès au site de la carrière,
le rapport de l'inspecteur des installations classées du 20 octobre 2014,
l'avis en date du 17 décembre 2014 de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites au cours de laquelle le demandeur a été entendu,
le projet d'arrêté porté le 18 décembre 2014 à la connaissance du demandeur,
l'absence d'observation de l'exploitant sur ce projet par mail en date du 5 janvier 2015,

CONSIDERANT

que la société GSM est autorisée à exploiter une carrière sur le territoire de la commune de Saint-Pierre-d'Autils,
que le passage à niveau n°22 va être supprimé,

que les conditions d'accès des véhicules légers et la livraison de fuel se feront par le passage à niveau n°23, suite à la suppression du passage à niveau n°22,

que les aménagements d'accès par le passage à niveau n°23 améliorent la sécurité,

que la demande de modification de l'accès n'est pas considérée comme une modification substantielle, et de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement,

qu'il y a lieu en conséquence de faire application de l'article R 512-31 du Code de l'environnement,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture

ARRETE

Article 1 – OBJET

La société GSM, dont le siège social est situé à Guerville (78931), Les Technodes BP2, est tenue de respecter, pour la carrière de Saint-Pierre-d'Autils, les modalités du présent arrêté préfectoral complémentaire.

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°D3-B4-06-177 du 29 juin 2006 sont complétées par celles du présent arrêté.

Article 2 – ACCES

Le deuxième alinéa de L'article 2.3 « Accès à la voirie » de l'arrêté préfectoral n°D3-B4-06-177 du 29 juin 2006 est remplacé par : « L'accès au site pour les véhicules légers et la livraison fuel, s'effectue par le carrefour aménagé au passage à niveau n°23. »

Article 3 – DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'arrêté leur a été notifié ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de l'arrêté. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de l'arrêté, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives, ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 4 – NOTIFICATION ET PUBLICITE

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par voie administrative.

Un extrait dudit arrêté, énumérant les prescriptions et faisant connaître que copie dudit arrêté est déposée en mairie et peut y être consultée par tout intéressé, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Procès verbal de ces formalités est adressé à la préfecture.

Un extrait est affiché en permanence de façon lisible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Un avis est inséré aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux diffusés dans le département.

Un avis est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Eure.

Article 5 – APPLICATION

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement, la sous-préfète des Andelys et le maire de Saint-Pierre-d'Autils sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Copie dudit arrêté est également adressée :

- à l'inspecteur des installations classées (DREAL UTE),
- au délégué départemental de l'agence régionale de la santé,
- au directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- à la directrice départementale des territoires et de la mer,
- à la directrice de la prévention et de la sécurité civile de la préfecture de l'Eure,

Évreux, le 13 JAN 2015

Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

Alain FAUDON